

Évaluations 2019 : des silences qui en disent long

La communication ministérielle sur les premiers résultats des évaluations CP et CE1 de la rentrée 2019 met en avant quelques progrès mais passe sous silence des résultats décevants en lecture-écriture qui contredisent les gros titres de la presse (cf. par exemple le JDD du 3 novembre).

Le principal résultat masqué est celui de l'échec de la politique du dédoublement des CP en éducation prioritaire, échec visible en étudiant les résultats CE1.

Les évaluations internationales avaient déjà montré que cette stratégie dont les objectifs démocratisants sont louables est le plus souvent d'un médiocre rapport coût-efficacité. Bref, elle coûte cher pour des améliorations modestes. Dans la France de 2019, elle coûte cher pour un bénéfice deux fois moindre qu'à l'étranger selon les évaluations de la DEPP.

Une lecture attentive du document de travail publié par la DEPP le 3 novembre (n° 2019-E03 : « Évaluations 2019 - Repères CP, CE1 : premiers résultats ») permet de dévoiler les omissions ministérielles sur trois points au moins.

1. Le suivi de cohorte

La DEPP a suivi une cohorte d'élèves qu'elle a fait évaluer à trois reprises par les enseignants : au début du CP, mi-CP et début CE1. En janvier 2019, elle avait noté une légère réduction des écarts entre les performances des élèves scolarisés en Éducation prioritaire (EP) et hors EP. Ce n'est plus le cas au début du CE1, bien au contraire : la DEPP relève « *une augmentation des écarts entre secteurs de scolarisation* » (p. 68). En d'autres termes, les progrès moyens observés entre 2018 et 2019 ne sont pas également répartis sur le territoire : ce sont surtout ceux des élèves hors EP. Ce résultat est vrai pour tous les domaines de compétence évalués en Français : en un an, selon la DEPP (figure 54, p. 69), l'écart entre EP et hors EP s'est creusé d'environ 3 % en fluence, en compréhension de phrases comme en écriture de mots et de syllabes.

2. La comparaison entre REP+ et Hors EP

La DEPP présente certains résultats en isolant les élèves scolarisés en REP+, c'est-à-dire dans les secteurs les plus défavorisés, ceux qui étaient le cœur de cible de la politique du dédoublement. La figure 52 (p. 68) présente « *les écarts de performances dans les domaines comparables en CE1 en 2018 et 2019 entre élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et élèves scolarisés en REP+* ». On peut constater qu'en fluence, cible emblématique de la politique gouvernementale en matière de lecture, l'écart se creuse entre 2018 et 2019 : il était de 14,5 points en 2018, il est actuellement de 15,2 points. En vocabulaire, il passe de 31,1 en 2018 à 32,4 en 2019. Si « le niveau monte », il faut bien avouer qu'il ne monte pas pour tous.

3. Le niveau des élèves de REP+

L'analyse des gains, réalisée en comparant les performances de divers publics d'élèves ou des mêmes publics à un an d'intervalle, ne doit pas masquer la gravité des difficultés persistantes rencontrées par les élèves. À la rentrée 2019, 43,3 % des élèves de REP+ lisent moins de 30 mots par minute dont une moitié ne dépasse pas 11 mots. Ce résultat est très inquiétant alors même que depuis deux ans toutes les injonctions ont été orientées vers la maîtrise du code et que les tests de fluence ont été massivement transformés en tâches d'enseignement.

La DEPP constate que dans le même temps les performances langagières, notamment en vocabulaire délaissé au profit du déchiffrage, se dégradent (figure 52).

Pour expliquer les faibles performances des élèves de l'EP au début du CE1, le ministre invoque l'oubli qui affecterait les élèves défavorisés durant les vacances scolaires d'été et propose d'y remédier par des stages gratuits de soutien scolaire. Terrible aveu d'échec de l'année scolaire dédoublée qu'une semaine de soutien estival pourrait compenser.

Pourquoi un tel échec ?

Surtout parce que l'abaissement des effectifs ne s'est pas accompagné d'une modification significative des pratiques pédagogiques. Ce constat n'est pas surprenant au vu des résultats des recherches internationales : le changement ne se décrète pas, il nécessite l'adhésion des enseignants traités comme des professionnels compétents et responsables. La France a fait un choix diamétralement opposé : préoccupée par les élèves, elle a maltraité les maîtres. Elle a suivi naïvement les sciences cognitives et oublié les sciences humaines. Le ministère de l'Éducation nationale a appliqué une méthode autoritaire et brutale de conduite du changement, imposant une pédagogie officielle unique, discréditant et démobilisant les praticiens efficaces mais non conformes, dénoncés au motif de leur manque de « loyauté ». Une méthode qui ne marche dans aucun pays au monde.